

DIRECTION Administration - Rédaction 10, Rue Bertin, 10 MOULINS

LE PROGRES DE L'ALLIER, DE LA NIEVRE ET DE SAONE-ET-LOIRE

PUBLICITE AGENCES HAVAS MOULINS, 37, Place d'Allier

Un coup de théâtre HITLER, MUSSOLINI, CHAMBERLAIN et DALADIER se rencontrent aujourd'hui à Munich

L'ALLOCATION RADIO DRESSÉE de M. DALADIER

L'initiative britannique appuyée par M. Mussolini provoque dans le monde entier un SOULAGEMENT UNANIME

M. CHAMBERLAIN a prononcé hier un émouvant discours à la Chambre des Communes

Le Président Roosevelt adresse un second message plus pressant que le premier au Führer

Le Président du Conseil remercie le peuple de France de son courage et de sa dignité

Paris, 28 septembre. — M. Daladier a prononcé ce soir à 19 heures, l'allocution radiodiffusée suivante :

« J'avais annoncé que je ferais ce soir une communication au pays sur la situation internationale. J'ai eu au début de cet après-midi d'une invitation du gouvernement allemand à rencontrer demain à Munich le chancelier Hitler, M. Mussolini, M. Neville Chamberlain, j'ai accepté cette invitation.

Vous comprendrez, à la veille d'une négociation aussi importante, que j'ai voulu donner, avant mon départ, je tiens à adresser au peuple de France mes remerciements pour son attitude pleine de courage et de dignité. Je tiens à remercier surtout les Français qui ont été rappelés sous le drapeau pour le sang-froid et la résolution dont ils ont donné une preuve nouvelle.

Depuis le début des difficultés que nous traversons, je n'ai pas cessé un seul jour de travailler de toutes mes forces à la sauvegarde de la paix, des intérêts vitaux de la France. Je continuerai demain cet effort avec la pensée que je suis en plein accord avec la nation tout entière ».

La journée du Président du Conseil s'annonce très chargée

DES DELEGATIONS DES GROUPES Radicaux, Socialiste, U. S. R. et Socialiste R.F.I.O., ont été reçus ce matin par les membres du Cabinet.

M. Edouard Daladier, président du Conseil, est arrivé ce matin à 10 heures, au ministère de la Guerre et s'est immédiatement remis au travail avec ses collaborateurs.

La journée du président du Conseil s'annonce très chargée. Dès ce matin, M. Chichery, président du groupe radical-socialiste, accompagné de MM. Malric et Rodinat, ont demandé à voir M. Daladier.

Les représentants du groupe radical-socialiste ont entretenu des événements qui se sont déroulés au cours de la nuit dernière.

M. Chichery a demandé au nom de ses collègues, que le président du Conseil continue à persister dans son action en faveur de la paix.

A 10 heures 30, M. Clapier, directeur du Cabinet de M. Daladier, a reçu de son côté une délégation des groupes de l'U.S.R. et des socialistes S.F.I.O., qui comprenait notamment MM. Félix Gouin, Deschizeaux et Barthe.

LES ENTRETIENS DE M. DALADIER Paris, 28 septembre. — M. Daladier, président du Conseil, a reçu ce matin, au ministère de la Guerre dès le début de l'après-midi.

Peu après avoir reçu M. Saint-Dominique, une délégation de « Camarades » lui a été chargée de remettre une lettre urgente au Président du Conseil.

La délégation a été reçue par M. Clapier, directeur de cabinet du Président du Conseil.

M. Daladier a reçu ensuite M. Lançon, préfet de police, avec lequel il s'est entretenu quelques instants.

M. Georges Renard, ministre des Affaires étrangères, est arrivé à son tour rue Saint-Dominique, à 15 heures 45 et s'est assis après s'être entretenu plus de 20 minutes avec le Président du Conseil sans faire aucune déclaration.

UNE DELEGATION DE DEPUTES DE LA MAJORITE A LA PRESIDENCE DU CONSEIL. Une délégation, qui s'est formée spontanément, à la Chambre et qui était composée des députés de M. Deladier, dont les noms suivent : MM. Gouin, Barthe, Deschizeaux, Quinson, Le Bret, Saint-Martin, Espérandieu, Nappio, s'est rendue ce matin, à la présidence du Conseil.

Reçue immédiatement par M. Clapier, secrétaire général du Cabinet de M. Daladier, elle a demandé que tout ce qui peut être fait pour sauvegarder la paix soit fait et qu'en attendant toutes les informations fussent communiquées à la presse.



M. DALADIER

Les intentions de Berlin

D'APRES LES CORRESPONDANTS DE JOURNAUX ANGLAIS

Londres, 28 septembre. — « Les cercles diplomatiques de Berlin croient que l'Allemagne attaquera la Tchécoslovaquie une heure après que la mobilisation allemande sera commencée, souligne le correspondant du « News Chronicle » à Berlin, qui ajoute :

« Hitler n'est pas découragé par les averses britanniques. Il considère que la France soutiendra la Tchécoslovaquie, mais il pense cependant que la non-préparation militaire de l'Angleterre est telle qu'il peut agir en sécurité. D'autre part, on dit à Berlin que, pendant les deux premiers jours, les ambassadeurs allemands à Belgrade et Bucarest, ont sondé les gouvernements yougoslave et roumain sur leur attitude si la Hongrie devait entreprendre une action contre la Tchécoslovaquie. Il a été indiqué qu'aucune réponse précise n'a été obtenue, mais il est suggéré que la Roumanie ne resterait pas neutre, même si les troupes allemandes devaient marcher à travers la Hongrie. Le haut commandement nazi a également examiné l'éventuelle attitude de la Bulgarie à l'égard de la Tchécoslovaquie. »

TOUS LES NAVIRES ALLEMANDS SONT RAPPELES

Berlin, 28 septembre. — Tous les navires marchands allemands ont reçu l'ordre de regagner leur port d'attache.

LES NAVIRES ALLEMANDS QUITTENT LE PORT D'ANVERS

Bruxelles, 28 septembre. — Les navires allemands qui se trouvent à Anvers ont reçu l'ordre de quitter le port immédiatement, qu'ils soient chargés ou non.

L'OPINION DES NATIONALISTES ESPAGNOLS

Burgos, 28 septembre. — Toute la presse nationaliste consacre des numéros éditoriaux aux événements internationaux, faisant ressortir les efforts méritoires du Premier anglais M. Chamberlain et du président Daladier en vue de la sauvegarde de la paix.

LE DEPART DE LA DELEGATION BRITANNIQUE POUR MUNICH

Londres, 28 septembre. — Le Premier ministre quittera l'aéroport d'Heathrow demain matin à 7 h. 30 et compte arriver à Munich vers 10 h. 30. Il sera accompagné par le Lord Curzon, conseiller industriel du gouvernement, Sir William Mackin, conseiller juridique du Foreign Office, M. Watkin et M. France du Foreign Office, Lord Dunsinglass, secrétaire parlementaire et Syers, secrétaire particulier.

M. DALADIER QUITTE PARIS

Paris, 28 septembre. — On confirme officiellement à la présidence du Conseil que M. Edouard Daladier quittera le Chancelier Hitler jusqu'au Président de la République à Munich. Le Président du Conseil arrivera dans cette dernière ville vers midi et la conférence qui réunit MM. Daladier, Chamberlain, Hitler et Mussolini commencera à 15 heures. Le président du Conseil sera accompagné dans son voyage de MM. Clapier, directeur de son Cabinet, Alexis Léger, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, et Rochat, sous-directeur des Affaires d'Europe.

Bulgarie a rencontré le prince régent de Yougoslavie hier mardi. Bien qu'il ne fut pas porteur de documents de Berlin, il a déclaré que Hitler lui a demandé de sonder l'opinion du prince Paul sur l'attitude que prendrait la Yougoslavie. Pour autant que l'on sache, la réponse de Belgrade n'a pu être obtenue d'une façon définitive, d'après le point de vue allemand.

Le correspondant du « Times » à Berlin, signale de son côté « une intense dépression et une grande nervosité dans le public à Berlin ».

L'Italie accepte officiellement de participer à une médiation

Rome, 28 septembre. — Le ministère italien des Affaires étrangères a fait publier à 16 heures le communiqué suivant :

« A la suite du message de M. Neville Chamberlain reçu ce matin le Duce s'est mis en contact par téléphone cet après-midi avec le Führer. »

« A la suite de cette publication, les cercles gouvernementaux italiens ont confirmé que la proposition britannique suggérant une médiation anglo-franco-italienne et que M. Mussolini a accueilli favorablement cette proposition. »

On confirme officiellement à 16 h. 30, à Rome, que M. Mussolini se rendra demain à Munich pour y représenter l'Italie à la conversation des quatre puissances.

Les cercles gouvernementaux italiens croient savoir cet après-midi que M. Mussolini a répondu favorablement à la proposition de M. Neville Chamberlain, pour une médiation italienne dans le conflit tchécoslovaque.

LE CHANCELIER HITLER



Le Chancelier HITLER

Le Chancelier Hitler a déclaré que le peuple allemand conserve un espoir d'optimisme. Et il a raison. Parce qu'il est résolu à faire, le cas échéant, son devoir, et aussi parce qu'il a la claire conscience du péril. Il ne veut pas désespérer de ceux qui ont la charge de lui garder la paix.

Les hommes d'Etat assument aujourd'hui la plus lourde responsabilité qui ait pesé sur des conducteurs de peuples au cours de l'histoire du monde. Depuis le début de la guerre, ils ont fait de leur mieux, ils seraient-ils le pire se produisant — comptables devant leur pays, et devant tous les pays, de leur intransigence, ou de leur faiblesse, ou encore de leur duplicité.

De quoi s'agit-il ? D'un problème géographique. Les problèmes de cette nature devraient se résoudre, non sur des champs de bataille, mais dans des conférences techniques. Et ici nous n'hésitons pas à dire que les diplomates ont été et sont incapables de diplomates, que le brusquement a découvert à la question sous-jacente il y a trois mois. La mission des diplomates consiste pour une large part à prévoir et à prévenir. Or, ils n'ont rien prévu, ni prévu quoi que ce soit.

Telles déclarations du discours de M. Chamberlain fournissent une assise solide à notre confiance, un peu ébranlée nous le savons encore ferme malheureusement. Le Premier britannique est déclaré prêt à effectuer de nouvelles marches, à entamer de nouvelles négociations, à mettre au point, si nécessaire, une décision, s'est-il écrié elle n'est pas imminente. Et le cabinet anglais a donné hier une preuve décisive de son réalisme pacifique en se plaçant bien en demandant la médiation de M. Mussolini.

Certes, la flotte britannique est mobilisée ; certes, on distribue à Londres des masques à gaz à la population civile. Mais ce sont là des mesures urgentes et qui, loin de compromettre la paix, contribuent au contraire à son maintien. (A ce propos, il semble qu'on ne se

préoccupe pas assez, chez nous, de la façon de conserver un homme d'Etat. Il s'accroche obstinément aux motifs d'optimisme. Et il a raison. Parce qu'il est résolu à faire, le cas échéant, son devoir, et aussi parce qu'il a la claire conscience du péril. Il ne veut pas désespérer de ceux qui ont la charge de lui garder la paix.

Chacun doit aujourd'hui réserver le meilleur de soi-même à la sécurité nationale ; esprit de discipline calme et sang-froid, tel doit être le seul motif d'ordre. On ne saurait trop s'élever une fois de plus contre les fausses nouvelles. Dans la nuit de mardi à mercredi, nous avons reçu de nos Agences d'informations l'annonce d'un ultimatum de Hitler à Prague : il devait expirer hier, à 14 heures. Quelques heures après, nous prenions connaissance d'un démenti formel. Est-il tolérable qu'on puisse jouer impunément avec les nerfs des Français, déjà soumis à une épreuve si rude ? Quelle est l'origine de ces rumeurs criminelles ?

Dans toute la mesure du possible, conservons notre sérénité. Attendez les décisions de nos dirigeants responsables. Le Président Daladier, admirable de courage et de clairvoyance, nous a déjà soumis à une épreuve si rude. Quelle est l'origine de ces rumeurs criminelles ?

Le Premier ministre a ajouté dans son message qu'il était persuadé qu'un accord pourrait être réalisé dans une semaine. Après ce message, M. Chamberlain fut informé qu'à la suite de l'entrevue de l'ambassadeur d'Italie à Berlin avec le chancelier Hitler, celui-ci avait ajourné de 24 heures la mobilisation prévue pour aujourd'hui 14 heures.

Quelle que soit l'appréciation que les membres du Parlement aient pu porter sur M. Mussolini dans le passé, je pense que chacun recueillera avec satisfaction son geste et le remercie d'avoir travaillé pour nous pour la paix en Europe. J'informe alors les Communes de la réunion de Munich qui aura lieu demain et en ce moment la Chambre tout entière se réjouit de la décision à tout rompre. M. Chamberlain conclut en demandant l'ajournement des Chambres.

LE ROI GEORGE VI PRÉSIDENT DE MATHIEU LE GOUVERNEMENT MOBILISANT LES RESERVISTES DE LA FLOTTE

Londres, 28 septembre. Le roi a présidé ce matin le Conseil privé et a signé la proclamation mobilisant les réservistes de la flotte. Cette mobilisation avait été décidée dans le cours de la nuit par l'Etat-major.

Le personnel affecté rejoindra immédiatement ses dépôts.

(Lire la suite en 2^e page)

Le Chancelier HITLER

M. MUSSOLINI

Le Chancelier Hitler a déclaré que le peuple allemand conserve un espoir d'optimisme. Et il a raison. Parce qu'il est résolu à faire, le cas échéant, son devoir, et aussi parce qu'il a la claire conscience du péril. Il ne veut pas désespérer de ceux qui ont la charge de lui garder la paix.

Chacun doit aujourd'hui réserver le meilleur de soi-même à la sécurité nationale ; esprit de discipline calme et sang-froid, tel doit être le seul motif d'ordre. On ne saurait trop s'élever une fois de plus contre les fausses nouvelles. Dans la nuit de mardi à mercredi, nous avons reçu de nos Agences d'informations l'annonce d'un ultimatum de Hitler à Prague : il devait expirer hier, à 14 heures. Quelques heures après, nous prenions connaissance d'un démenti formel. Est-il tolérable qu'on puisse jouer impunément avec les nerfs des Français, déjà soumis à une épreuve si rude ? Quelle est l'origine de ces rumeurs criminelles ?

Dans toute la mesure du possible, conservons notre sérénité. Attendez les décisions de nos dirigeants responsables. Le Président Daladier, admirable de courage et de clairvoyance, nous a déjà soumis à une épreuve si rude. Quelle est l'origine de ces rumeurs criminelles ?

Le Premier ministre a ajouté dans son message qu'il était persuadé qu'un accord pourrait être réalisé dans une semaine. Après ce message, M. Chamberlain fut informé qu'à la suite de l'entrevue de l'ambassadeur d'Italie à Berlin avec le chancelier Hitler, celui-ci avait ajourné de 24 heures la mobilisation prévue pour aujourd'hui 14 heures.

Quelle que soit l'appréciation que les membres du Parlement aient pu porter sur M. Mussolini dans le passé, je pense que chacun recueillera avec satisfaction son geste et le remercie d'avoir travaillé pour nous pour la paix en Europe. J'informe alors les Communes de la réunion de Munich qui aura lieu demain et en ce moment la Chambre tout entière se réjouit de la décision à tout rompre. M. Chamberlain conclut en demandant l'ajournement des Chambres.

LE ROI GEORGE VI PRÉSIDENT DE MATHIEU LE GOUVERNEMENT MOBILISANT LES RESERVISTES DE LA FLOTTE

Londres, 28 septembre. Le roi a présidé ce matin le Conseil privé et a signé la proclamation mobilisant les réservistes de la flotte. Cette mobilisation avait été décidée dans le cours de la nuit par l'Etat-major.

Le personnel affecté rejoindra immédiatement ses dépôts.

(Lire la suite en 2^e page)

Le Démenti Allemand PROVOQUE UN SOULAGEMENT A LONDRES

Londres, 28 septembre. — Une dépêche officielle venue de Berlin démentant d'une façon catégorique toutes les informations publiées par l'Agence Reuters aussi bien en ce qui concerne un ultimatum qui aurait été adressé à la Tchécoslovaquie qu'en ce qui concerne une mobilisation décidée ou à décider à cause d'une certaine surprise dans les milieux diplomatiques et la cité.

Cette mise au point officielle ajoute même que ces nouvelles ne pouvaient qu'avoir pour effet d'affaiblir l'opinion internationale.

(Lire la suite en 2^e page)

LES NAVIRES ALLEMANDS QUITTENT LE PORT D'ANVERS

Bruxelles, 28 septembre. — Les navires allemands qui se trouvent à Anvers ont reçu l'ordre de quitter le port immédiatement, qu'ils soient chargés ou non.

L'OPINION DES NATIONALISTES ESPAGNOLS

Burgos, 28 septembre. — Toute la presse nationaliste consacre des numéros éditoriaux aux événements internationaux, faisant ressortir les efforts méritoires du Premier anglais M. Chamberlain et du président Daladier en vue de la sauvegarde de la paix.

LE DEPART DE LA DELEGATION BRITANNIQUE POUR MUNICH

Londres, 28 septembre. — Le Premier ministre quittera l'aéroport d'Heathrow demain matin à 7 h. 30 et compte arriver à Munich vers 10 h. 30. Il sera accompagné par le Lord Curzon, conseiller industriel du gouvernement, Sir William Mackin, conseiller juridique du Foreign Office, M. Watkin et M. France du Foreign Office, Lord Dunsinglass, secrétaire parlementaire et Syers, secrétaire particulier.

M. DALADIER QUITTE PARIS

Paris, 28 septembre. — On confirme officiellement à la présidence du Conseil que M. Edouard Daladier quittera le Chancelier Hitler jusqu'au Président de la République à Munich. Le Président du Conseil arrivera dans cette dernière ville vers midi et la conférence qui réunit MM. Daladier, Chamberlain, Hitler et Mussolini commencera à 15 heures. Le président du Conseil sera accompagné dans son voyage de MM. Clapier, directeur de son Cabinet, Alexis Léger, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, et Rochat, sous-directeur des Affaires d'Europe.

Le Démenti Allemand PROVOQUE UN SOULAGEMENT A LONDRES

Londres, 28 septembre. — Une dépêche officielle venue de Berlin démentant d'une façon catégorique toutes les informations publiées par l'Agence Reuters aussi bien en ce qui concerne un ultimatum qui aurait été adressé à la Tchécoslovaquie qu'en ce qui concerne une mobilisation décidée ou à décider à cause d'une certaine surprise dans les milieux diplomatiques et la cité.

Cette mise au point officielle ajoute même que ces nouvelles ne pouvaient qu'avoir pour effet d'affaiblir l'opinion internationale.

(Lire la suite en 2^e page)

LES NAVIRES ALLEMANDS QUITTENT LE PORT D'ANVERS

Bruxelles, 28 septembre. — Les navires allemands qui se trouvent à Anvers ont reçu l'ordre de quitter le port immédiatement, qu'ils soient chargés ou non.

L'OPINION DES NATIONALISTES ESPAGNOLS

Burgos, 28 septembre. — Toute la presse nationaliste consacre des numéros éditoriaux aux événements internationaux, faisant ressortir les efforts méritoires du Premier anglais M. Chamberlain et du président Daladier en vue de la sauvegarde de la paix.

M. CHAMBERLAIN a prononcé hier un émouvant discours à la Chambre des Communes

Londres, 28 septembre. — M. Chamberlain a commencé son discours à la Chambre des Communes à 14 heures 55 précises. On remarquait dans la tribune de ses dames la présence de la reine Mary, accompagnée de la Duchesse de Kent et de Mme Chamberlain.

Au début de son discours, M. Chamberlain déclara : « Nous nous trouvons en face d'une situation qui n'a pas de précédent depuis 1914. Je ne peux m'empêcher de penser que si l'article 19 du covenant qui prévoit la révision des traités par accord avait été appliqué comme c'était prévu au lieu de permettre aux passions de s'exaspérer au point que la révision par accord soit devenue impossible, nous aurions pu éviter cette crise. »

Et le Premier ministre exposa ce que furent les négociations de Lord Runciman et fait un long historique des faits.

Puis il ajouta : une des difficultés en traitant avec un gouvernement totalitaire est l'impossibilité d'établir un contact avec les personnes dans les milieux diplomatiques et les décisions finales. C'est pour cela que j'ai résolu de me rendre moi-même en Allemagne pour m'entretenir avec M. Hitler et pour prouver au cours de conversations personnelles qu'il y avait encore moyen de sauver la paix.

Je savais très bien en prenant cette initiative que je m'exposais à des critiques, sous prétexte que j'exposais la dignité du Premier Ministre anglais au désappointement et peut-être à un refus de la part de M. Hitler. Mais j'ai voulu porter un accord satisfaisant. J'estime que dans une crise pareille où les enjeux ont une importance vitale pour des millions de vies humaines, des considérations de cet ordre ne devaient pas être retenues. M. Chamberlain décrit ensuite la première visite à M. Hitler. M. Chamberlain n'a pas de doute que sa visite empêcha l'invasion de la Tchécoslovaquie pour laquelle tout était préparé. C'est pourquoi il récita de la seconde visite au chancelier.

Au cours de cette seconde conversation, Hitler lui déclara qu'il désirait l'ajournement de la réunion des représentants de la France et de l'Italie seraient présents. M. Chamberlain ajoutait dans son message à Mussolini qu'il faisait confiance pour qu'il informe le chancelier allemand de son désir, pour qu'il insiste afin qu'il accepte sa proposition pour éviter la guerre à tous les peuples.

Le Premier Ministre a ajouté dans son message qu'il était persuadé qu'un accord pourrait être réalisé dans une semaine. Après ce message, M. Chamberlain fut informé qu'à la suite de l'entrevue de l'ambassadeur d'Italie à Berlin avec le chancelier Hitler, celui-ci avait ajourné de 24 heures la mobilisation prévue pour aujourd'hui 14 heures.

Quelle que soit l'appréciation que les membres du Parlement aient pu porter sur M. Mussolini dans le passé, je pense que chacun recueillera avec satisfaction son geste et le remercie d'avoir travaillé pour nous pour la paix en Europe. J'informe alors les Communes de la réunion de Munich qui aura lieu demain et en ce moment la Chambre tout entière se réjouit de la décision à tout rompre. M. Chamberlain conclut en demandant l'ajournement des Chambres.

LE ROI GEORGE VI PRÉSIDENT DE MATHIEU LE GOUVERNEMENT MOBILISANT LES RESERVISTES DE LA FLOTTE

Londres, 28 septembre. Le roi a présidé ce matin le Conseil privé et a signé la proclamation mobilisant les réservistes de la flotte. Cette mobilisation avait été décidée dans le cours de la nuit par l'Etat-major.

Le personnel affecté rejoindra immédiatement ses dépôts.

(Lire la suite en 2^e page)

Le Démenti Allemand PROVOQUE UN SOULAGEMENT A LONDRES

Londres, 28 septembre. — Une dépêche officielle venue de Berlin démentant d'une façon catégorique toutes les informations publiées par l'Agence Reuters aussi bien en ce qui concerne un ultimatum qui aurait été adressé à la Tchécoslovaquie qu'en ce qui concerne une mobilisation décidée ou à décider à cause d'une certaine surprise dans les milieux diplomatiques et la cité.

Cette mise au point officielle ajoute même que ces nouvelles ne pouvaient qu'avoir pour effet d'affaiblir l'opinion internationale.

(Lire la suite en 2^e page)

LES NAVIRES ALLEMANDS QUITTENT LE PORT D'ANVERS

Bruxelles, 28 septembre. — Les navires allemands qui se trouvent à Anvers ont reçu l'ordre de quitter le port immédiatement, qu'ils soient chargés ou non.

L'OPINION DES NATIONALISTES ESPAGNOLS

Burgos, 28 septembre. — Toute la presse nationaliste consacre des numéros éditoriaux aux événements internationaux, faisant ressortir les efforts méritoires du Premier anglais M. Chamberlain et du président Daladier en vue de la sauvegarde de la paix.

Le Président Roosevelt adresse un second message plus pressant que le premier au Führer

New-York, 28 septembre. — Après avoir reçu la réponse du Chancelier Hitler, le Président Roosevelt lui a adressé un second message, dont voici le texte :

« J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la réponse à mon message du 26 septembre. J'ai compris que votre opinion concorderait avec la mienne en ce qui concerne les conséquences imprévisibles et le désastre inévitable qui résulteraient pour le monde entier du déclenchement d'une guerre européenne. »

« La question qui se pose aujourd'hui devant le monde n'est pas celle des erreurs de jugement ou des injustices commises dans le passé. Ce qui est en cause, c'est la destinée du monde pour aujourd'hui et pour demain. Le monde réclame de nous qui sommes actuellement les chefs des nations, des tâches supérieures de réaliser la destinée des nations sans leur infliger comme punition la mutilation et la mort de millions de citoyens. »

« Le recours à la force, pendant la Grande Guerre, n'avait pas réussi à amener la tranquillité internationale. La victoire et la défaite ont été également sévères. Voilà une leçon que le monde devrait avoir apprise. C'est pour cette raison, principalement, que j'ai adressé le 26 septembre mon appel à Votre Excellence, ainsi qu'aux Présidents de la Tchécoslovaquie et aux Premiers Ministres de Grande-Bretagne et de France. Les deux points sur lesquels j'ai cru devoir insister sont :

« Premièrement, que tous les objets de différend entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement tchécoslovaque peuvent et doivent être réglés par des moyens pacifiques. »

« Deuxièmement, que la menace, donnée comme alternative, d'un recours à la force à une échelle qui entraînerait probablement une guerre générale est aussi inutile qu'injustifiable. »

« Il est sans conséquence de la supposer d'importance que les négociations continuent sans interruption jusqu'à l'obtention d'une solution équitable et constructive. »

« Ma conviction en ce qui concerne ces deux points est renforcée par les hommes d'Etat responsables avaient déclaré officiellement que l'accord de principe était déjà atteint entre le gouvernement allemand et le gouvernement tchécoslovaque. Une telle conférence ne pouvait que servir à occuper la force fut ainsi évitée. »

« Actuellement, la voie aux négociations reste toujours ouverte. Elles pourront continuer si vous donnez le signal. Si l'éventualité d'un accord n'est pas intervenue, nous ne pourrions empêcher que leur cadre fut élargi en une conférence de toutes les nations directement intéressées, dans le différend actuel. Une telle conférence devrait se tenir immédiatement en quelque endroit neutre d'Europe et donnerait l'occasion d'un règlement de cette question et des questions connexes dans un esprit de justice et d'équité et — selon toute possibilité humaine — de façon plus durable. »

« Selon mon opinion réfléchie et à la lumière de l'expérience de ce siècle, la continuation des négociations reste le seul moyen qui puisse permettre un règlement durable du problème immédiat. »

« Si vous acceptez une solution pacifique de ce genre, je suis convaincu que des centaines de millions d'hommes dans le monde considéreraient votre action comme un service historique éminent à toute l'humanité. Permettez-moi d'exprimer ma conviction personnelle que l'histoire, que le monde, tout homme, toute femme, tout enfant dont la vie serait perdue au cours de la guerre qui menace vous rendront responsables de n'avoir pas fait un appel pour la détermination. »

« Le Gouvernement des Etats-Unis n'a aucun engagement politique en Europe et n'assume aucun engagement dans la conduite des négociations actuelles. Cependant, à nos propres yeux nous reconnaissons nos responsabilités comme partie d'un monde de nations voisines les unes des autres. La conscience et le désir du peuple de mon pays demande que la voix de son gouvernement soit élevée en faveur et encore à nouveau pour détourner et éviter la guerre. »

Patiences à bout

par Roland MANESCAU

Dans son discours de lundi au Palais des Sports de Berlin, M. le Chancelier Hitler a bien voulu nous faire la confidence que sa patience est à bout. Il nous permettra de dire qu'il n'y a pas que la sienne dans ce cas !

Comment pourrait-il en être autrement depuis un mois que nous vivons dans un climat absolument infernal et profondément déshabillé ? D'un jour à l'autre, ce ne sont que des alternatives d'espoir et d'abandon. A l'horizon sombre, perce tout à coup un mince rayon de lumière, et puis, quelques instants après, à nouveau, de lourds nuages s'épaississent et si l'espérance qui avait pénétré nos cœurs.

Quels sont les tempéraments qui pourraient résister à ce système intensif et prolongé de la douche écossaise ? Les nerfs du monde sont mis à la plus rude épreuve qu'il ait connue depuis de nombreuses années, et si la patience de M. Hitler est à bout, il peut se dire qu'il est en nombreuse compagnie.

Où, notre patience est à bout. Mais elle n'est pas à bout uniquement du fait des incertitudes et des angoisses que crée le développement de la situation extérieure, et si jamais celle-ci vient à s'éclaircir définitivement, pour un long espace de temps, ou si, les choses s'aggravent, nous sommes contraints de partir au petit matin pour les premières lignes, et que le destin fasse que nous

en revenions sains et saufs, ou à peu près, à ce moment-là alors, on verra que ce n'était pas un vain mot que d'affirmer que notre patience était à bout.

Ce jour-là, il y aura du changement. Il faudra régler des comptes, il faudra s'entendre avec certaines méthodes et certains hommes.

Où, ceux qui ont fait la guerre de 1914 à 1918 et qui en sont revenus, se sont battus, ont grégé, bernaient et roulent. C'est un serment que nous faisons, que cette fois, il n'en sera pas de même. Nous en avons trop sur le cœur et il faudra que nous extirpions par n'importe quel moyen, et nous n'en exhoisons aucune la soit de justice et qu'il est en nombreuse compagnie. C'est une œuvre de rénovation nationale qui va s'imposer, nous la conduirons, nous les jeunes, avec vigueur, avec énergie sans faiblesse, je dis et j'ajoute, sans pitié. Nous le devons à la mémoire de tous ceux qui sont tombés dans la dernière guerre, et aux sacrifices que vont faire ceux qui disparaîtront dans la prochaine.

Roland MANESCAU.